

## SOMMAIRE DE LA LETTRE ECO N°184

### **Le Coin des Épargnants**

- Le tableau financier de la semaine
- Les marchés à l'heure britannique

### **C'est déjà hier**

- La Fed en deviendrait presque ennuyeuse
- « Ça ira mieux » selon l'INSEE
- L'Europe des consommateurs

### **Le Coin de la Conjoncture**

- L'Espagne adopte la non-gouvernance belge
- Voiture, « je t'aime moi non plus »
- Quand le privé s'endette
- Quand le travail ne fait pas tout ?
- Le Partenariat transatlantique, un « pont trop loin » ?

### **Le Coin des Tendances**

- Les seniors, les nouvelles stars du marketing
- La pollution tue !

### **Le Coin du graphique**

- L'Europe n'a pas encore effacé 2008

### **L'agenda économique et financier de la semaine**

## LE COIN DES ÉPARGNANTS

### Le tableau financier de la semaine

	Résultats 17 juin 2016	Evolution sur 5 jours	Résultats 31 décembre 2015
<b>CAC 40</b>	4 193,83	-2,62 %	4 637
<b>Dow Jones</b>	17 675,16	-1,06 %	17 423
<b>Nasdaq</b>	4 800,34	-1,92 %	5107
<b>Daxx Allemand</b>	9 631,36	-2,07 %	10 743
<b>Footsie</b>	6 021,09	-1,55 %	6 242
<b>Euro Stoxx 50</b>	2 849,17	-2,13 %	3 100
<b>Nikkei</b>	15 599,66	-6,03 %	19 033
<b>Taux de l'OAT France à 10 ans (18 heures)</b>	0,428 %	+0,036 pt	0,993 %
<b>Taux du Bund allemand à 10 ans (18 heures)</b>	0,016 %	-0,006 pt	0,634 %
<b>Taux du Trésor US à 10 ans (22 heures)</b>	1,610 %	-0,041 pt	2,269 %
<b>Cours de l'euro / dollars (22 heures)</b>	1,1278	0,23 %	1,0854
<b>Cours de l'once d'or en dollars (22 heures)</b>	1 298,290	+1,89 %	1061
<b>Cours du baril de pétrole Brent en dollars (22 heures)</b>	49,320	-2,18 %	37,570

### Les marchés à l'heure britannique

La crainte d'un vote favorable à la sortie du Royaume-Uni mine les marchés depuis plusieurs semaines. La mort tragique de la députée travailliste pro-UE, Jo Cox, peut créer un électrochoc et donner un coup de fouet au camp du maintien. Selon les bookmakers, le maintien l'emporterait à près de 66 %.

De ce fait, vendredi 17 juin, les places européennes étaient mieux orientées d'autant plus que la décision de la FED de maintenir le statu quo a globalement rassuré les investisseurs.

La recherche des meilleures signatures demeure en particulier pour les obligations d'Etat. Ainsi, le taux du 10 ans allemand est désormais nul ou quasi-nul.

## C'EST DÉJÀ HIER

### La FED en deviendrait presque ennuyeuse

Presque sans aucune surprise, la FED a décidé de maintenir ses taux inchangés. L'information importante émanant de la Banque centrale américaine est le recalage pour 2017 et 2018 de la projection médiane de hausse des taux aboutissant à un ralentissement du programme prévu.

La FED, tout en considérant que la croissance n'est pas en l'état menacée, a mis en avant la montée des incertitudes pour justifier le statu quo. Elle fait le pari qu'il vaut mieux un relèvement tardif à un relèvement précoce et à contretemps. La banque centrale américaine admet qu'il est difficile d'évaluer les signaux adressés par le marché du travail et préfère temporiser. Cette non-décision de la FED a l'avantage de rassurer les investisseurs au moment où l'aversion aux risques atteint un niveau élevé. Ces derniers jours, ils avaient largement anticipé le statu quo des derniers en privilégiant les produits de taux.

La question d'une remontée des taux sera à nouveau d'actualité avec les publications des résultats de la croissance du deuxième trimestre. Un rebond étant attendu aux Etats-Unis, le relèvement des taux pourrait intervenir durant la trêve estivale ou en septembre.

### « Ça ira mieux » selon l'INSEE

De nombreuses incertitudes pèsent sur la croissance de l'Europe. La menace de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, le ralentissement économique des pays émergents, l'impact de la remontée du prix du pétrole, la stagnation du commerce international et les doutes sur l'activité aux Etats-Unis pourraient remettre en cause la fragile reprise qui se dessine depuis l'année dernière. Pour autant, l'INSEE croit en une auto-alimentation de la croissance grâce à la vigueur de la consommation et de la progression de l'investissement.

### Un contexte économique en demi-teinte

Pour les pays avancés, l'INSEE prévoit une hausse modérée du PIB, 0,5 % au deuxième trimestre et 0,4 % par trimestre au cours du second semestre. Il s'attend à un rebond de l'activité aux Etats-Unis avec une croissance de 0,7 % au deuxième trimestre. Cette amélioration serait imputable à une reprise de l'investissement. En

revanche, au Royaume-Uni, la menace de Brexit conduit à un attentisme qui pèsera sur les résultats de la croissance durant plusieurs trimestres même en cas de maintien dans l'Union européenne.

Pour les pays de la zone euro, la croissance devrait bien résister grâce à la consommation et à la progression de l'investissement. En raison de l'arrivée des migrants, l'investissement dans le secteur de la construction, en Allemagne, augmente. Par ailleurs, la baisse des taux se fait ressentir sur la demande de crédits depuis la fin de l'année 2015. Le taux de croissance de la zone euro devrait être de 0,3 % au deuxième trimestre puis de 0,4 % pour chacun des deux derniers trimestres. Une convergence des taux de croissance serait constatée entre les grands pays de la zone euro (France, Allemagne, Italie). Sur l'année, la croissance serait de 1,6 % après 1,7 % en 2015. La croissance espagnole resterait forte même si un petit tassement est attendu. Elle devrait être de 3 % cette année contre 3,2 % en 2015. En Allemagne, la croissance est attendue en hausse à 1,7 % contre 1,4 % l'année dernière quand elle devrait être de 0,9 % en Italie (0,6 % en 2015). Les effets de la dépréciation de l'euro commencent à se dissiper sur les exportations d'autant plus que le commerce international s'accroît à petite vitesse.

Au Japon, la croissance resterait très modeste en raison de la faiblesse de l'investissement et des débouchés extérieurs. Ainsi, l'INSEE pronostique une croissance de 1,7 % en 2016 pour les pays avancés contre 1,9 % en 2015.

Les pays émergents devraient avoir atteint un point bas cette année. La croissance si elle poursuit son ralentissement en Chine, resterait soutenue en Inde, en Turquie et dans plusieurs pays d'Europe centrale. Le Brésil et la Russie commenceraient à sortir de la crise.

L'institut statistique français souligne que les importations des pays émergents n'augmenteraient que de 0,1 % en 2016 contre une moyenne de 8,5 % entre 1991 et 2011. Néanmoins, cette petite hausse fait suite à une contraction de 1,4 % en 2015. Le commerce mondial enregistrerait, cette année, une petite hausse, 1,7 % contre 1,9 % en 2015, progression très éloignée des taux obtenus avant 2007.

### **Le taux de croissance de la France atteindrait 1,6 % en 2016**

La croissance française résisterait assez bien non seulement grâce à la consommation mais aussi à l'investissement.

Les salaires devraient progresser de 1,5 % en 2016 après 1,6 % en 2015. Cette augmentation serait imputable, en partie, à la fonction publique du fait de l'impact de la revalorisation du point d'indice à compter du 1<sup>er</sup> juillet et des différentes mesures catégorielles qui ont été prises.

L'INSEE, en raison de la hausse des prix du pétrole, prévoit que le taux de l'inflation puisse atteindre 0,7 % d'ici la fin de l'année contre un taux de -0,1 % en mai. L'inflation sous-jacente (taux ne prenant pas en compte les biens et services à forte volatilité comme l'énergie) demeurerait faible à 0,5 %.

Dans ces conditions le pouvoir d'achat des ménages progresserait de 1,7 % (1,6 % en 2015 et 0,7 % en 2014). Les ménages bénéficieraient également de l'amélioration du marché de l'emploi. Le taux de chômage devrait revenir à 9,5 % d'ici la fin de l'année contre 9,9 % au cours du premier trimestre (France métropole). Le plan formation qui monte en puissance permettrait un gain de 0,1 point sur le taux de chômage.

La consommation devrait rester un moteur puissant de la croissance en France. L'INSEE note que cette dernière a enregistré au cours du premier trimestre sa plus forte croissance de ces 10 dernières années avec un taux de 1 %. Cette augmentation est liée à des reports de dépenses faisant suite aux attentats du mois de novembre dernier. Par ailleurs, la consommation a été dopée par les achats de postes de télévision du fait du changement de standard de réception et par l'Euro de football. Par ailleurs, cette compétition génère des dépenses touristiques supplémentaires (achats de billets, réservation d'hôtels, de transports...). Par ailleurs, en fin d'hiver, les dépenses d'énergie ont progressé avec la baisse des températures.

### **Baisse du taux d'épargne des ménages attendue**

L'INSEE s'attend à une baisse du taux d'épargne des ménages au cours de l'année 2016 de 0,6 point. Il passerait de 14,9 % à 14,3 % du revenu disponible brut.

### **L'investissement des entreprises à la hausse**

L'INSEE considère que le taux de marge des entreprises françaises qui était de 31,7 % en 2015 devrait encore s'améliorer en 2016 grâce à la baisse du prix du pétrole, au CICE et au pacte de responsabilité. Il devrait atteindre 32,4 % en fin d'année. Il s'approcherait de son niveau moyen d'avant crise.

Depuis le début de l'année 2015, une amélioration est perçue sur le front de l'investissement des entreprises qui s'est amplifié en fin d'année. La baisse des taux, le dispositif de suramortissement de 40 % et l'amélioration de l'activité en zone euro ont eu un impact positif. Si un repli de l'investissement est néanmoins attendu au deuxième trimestre, il serait passager et serait le contrecoup du dispositif d'incitation fiscale. Au cours du second semestre, l'investissement devrait progresser de 0,5 à 0,6 % par trimestre. Sur l'année, une hausse de 4,7 % est attendue soit le taux le plus élevé de ces dix dernières années.

L'investissement des ménages qui est en recul depuis plusieurs années devrait se stabiliser en 2016 (+0,2 % contre -0,8 % en 2015). Cette stabilisation est une bonne nouvelle pour le secteur du bâtiment qui a dû faire face tout à la fois à la réduction des achats de la part des particuliers et à la réduction des budgets d'investissement des collectivités locales.

## L'Europe des consommateurs

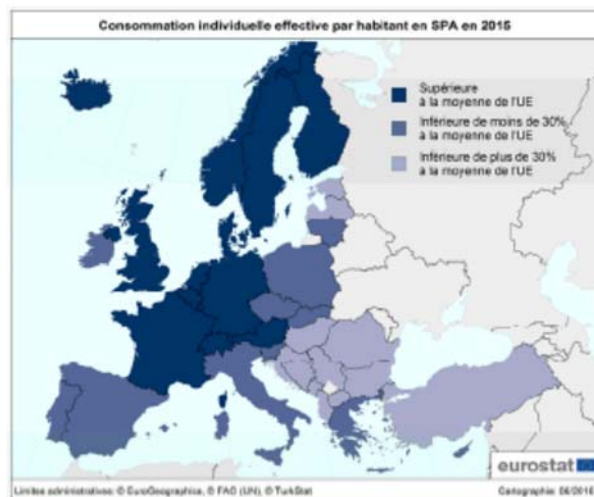
Les niveaux de consommation individuelle varient du simple au triple selon les États membres de l'Union européenne selon une étude menée par Eurostat.

Dix États membres ont enregistré, en 2015, une consommation individuelle par habitant supérieure à la moyenne de l'Union européenne. Il s'agit des États d'Europe du Nord et de la France. Tous les pays d'Europe de l'Est et du Sud sont, en revanche, en dessous de la moyenne communautaire.

Les Luxembourgeois ont un niveau de consommation supérieur de 37 % à la moyenne européenne ce qui les placent en tête devant les Allemands (25 % au-dessus de la moyenne). Suivent les Autrichiens, les Britanniques et les Danois. Les Français arrivent en huitième position avec un niveau de consommation supérieur de 11 % par rapport à la moyenne de l'Union et de 6 % au-dessus de la moyenne de la zone euro.

En Italie, en Irlande ainsi qu'à Chypre, les niveaux étaient inférieurs de 10 % ou moins à la moyenne de l'Union tandis qu'en Espagne, au Portugal, en Lituanie, en Grèce et à Malte, ils se situaient entre 10% et 20% en-dessous. La Slovaquie, la République tchèque, la Pologne et la Slovénie étaient comprises entre 20% et 30% en-dessous de la moyenne.

Trois pays de l'Union ont des niveaux de consommation de près de 50 % inférieur à moyenne européenne (la Bulgarie, la Roumanie, la Croatie).



## LE COIN DE LA CONJONCTURE

### L'Espagne adopte la non-gouvernance belge

Depuis six mois, l'Espagne est à la recherche de son gouvernement. Du fait de l'incapacité des partis représentés au Congrès à constituer une coalition majoritaire,

le Roi d'Espagne conformément à la constitution, a décidé d'appeler les électeurs à élire à nouveau leurs députés le 26 juin prochain.

Selon les derniers sondages, il n'est pas évident qu'une majorité se dégage des urnes. En effet, le parti Podemos arriverait en deuxième position devant les socialistes, juste derrière le parti conservateur, le PPE du Premier Ministre sortant Mariano Rajoy. Le PPE obtiendrait entre 27,7 à 31 % des intentions de vote. Ce dernier maintiendrait son score du mois de décembre 2015. En revanche, les socialistes du PSOE ne recueilleraient qu'entre 20,2 à 21,6 % des intentions de vote contre 23,7 à 25,6 % à Unidos Podemos, alliance formée par Podemos et Izquierda Unida (Gauche unie). En décembre, le PSOE avait obtenu 22 % des voix et Podemos 20,7 %. Le parti centriste Ciudadanos resterait de son côté stable en obtenant entre 14 et 16,6 % des intentions de vote contre 13,9 % en décembre.

Malgré un gouvernement qui expédie les affaires courantes depuis le mois de décembre, la croissance qui a été de 3,1 % en 2015 n'a pas chuté au cours du premier trimestre 2016. Elle a été de 3,4 % en rythme annuel. Le taux de chômage poursuit sa décrue. Il est passé de 2014 à 2016 de 26 à 21 %.

La succession d'élections se fait, en revanche, ressentir sur la gestion publique. La rigueur budgétaire a été mise en suspens depuis un an. Ainsi, le déficit budgétaire ne se réduit plus. Il devrait être de 4,7 % cette année contre 4,2 % initialement prévu. L'Espagne est sous le coup d'une sanction de la Commission européenne pour non-respect de sa cible budgétaire qui lui avait été assigné.

### **Voiture, « je t'aime moi non plus »**

Après plusieurs années de repli, le marché de l'automobile est orienté à la hausse. De 2009 à 2013, la consommation de voitures neuves et d'occasion s'était contractée de 18,2 %. En 2014, une stabilisation s'était opérée. En revanche, en 2015, la progression a été de 6,1 %.

Ce mouvement traduit aussi bien le dynamisme du marché des voitures neuves (+ 4,7 % après - 0,2 % en 2014) que celui de l'occasion (+ 8,3 % après + 0,9 %). Comme en 2014, les voitures à essence soutiennent le marché du neuf : leur nombre d'immatriculations s'accroît fortement (+ 21,9 %) quand le recul s'intensifie pour les voitures diesel (14,5 %). Désormais minoritaires, ces dernières ne représentent plus que 43,4 % des immatriculations en 2015, soit 9,1 points de moins qu'en 2014. Les ménages privilégient toujours les petites voitures économes (cinq chevaux fiscaux ou moins), mais la part de ces dernières diminue (57,4 %, soit - 0,7 point).

Depuis 1980, l'âge moyen des véhicules augmente. Cela est dû aux contraintes de pouvoir d'achat mais aussi à l'amélioration de la fiabilité des véhicules. L'âge moyen est désormais de plus de 8,5 ans contre moins de 6 ans en 1980 et de 7,5 ans en 2010. Cette augmentation de l'âge s'explique par le fait que la voiture est moins un objet de positionnement social que par le passé. L'âge moyen des véhicules diesels est de 7,6 ans contre 10,3 ans pour les moteurs « essence ». Les détenteurs de voitures diesels roulent, en règle générale, plus que ceux ayant une voiture à essence.

En outre, jusqu'en 2015, le marché était dominé par les voitures diesels. La part du diesel dans les ventes de véhicules neufs est passée de 73 % en 2012 à 52,2 % au cours du premier trimestre 2016. De ce fait, nous devrions assister à un rajeunissement des voitures essence durant les prochaines années. Les propriétaires conservent leur voiture en moyenne 5,5 ans contre 3,7 en 1990 et 4,4 en 2000.

### **Quand le travail ne fait pas tout ?**

L'analyse du temps de travail des actifs est souvent trompeuse. En effet, en ne retenant que ce critère, la Grèce devrait avoir de bons résultats économiques ce qui n'est pas a priori le cas. C'est un indicateur à prendre en compte mais qui doit être associé à d'autres : la productivité, l'intensité capitaliste, le positionnement économique... Ainsi, la productivité horaire française figure parmi les meilleures d'Europe avec celles de la Belgique, de la Suède ou du Luxembourg.

Néanmoins, la question du temps de travail reste toujours au cœur du débat public. Ainsi, selon une récente étude Eurostat et COE-Rexecode, la durée effective annuelle des salariés à temps complet est, en France, la plus faible de tous les grands pays avancés. En 2015, elle était de 1646 heures soit 199 heures de moins que celle de l'Allemagne ou 228 heures de moins que celle du Royaume-Uni. En revanche, la durée de travail des salariés à temps partiel est supérieure en France à celle de plusieurs pays européens (981 heures en France contre 889 en Allemagne et 873 au Royaume-Uni). De ce fait, tout salarié confondu, l'écart est un peu moindre. La durée annuelle de temps de travail est alors de 1521 heures pour la France contre 1580 heures pour l'Allemagne, 1624 heures pour le Royaume-Uni et 1627 heures pour l'Italie. Ce temps est de 1909 heures pour la Grèce. Seuls les Pays-Bas (1366), le Danemark (1506) et la Suède (1509) ont des temps de travail inférieurs.

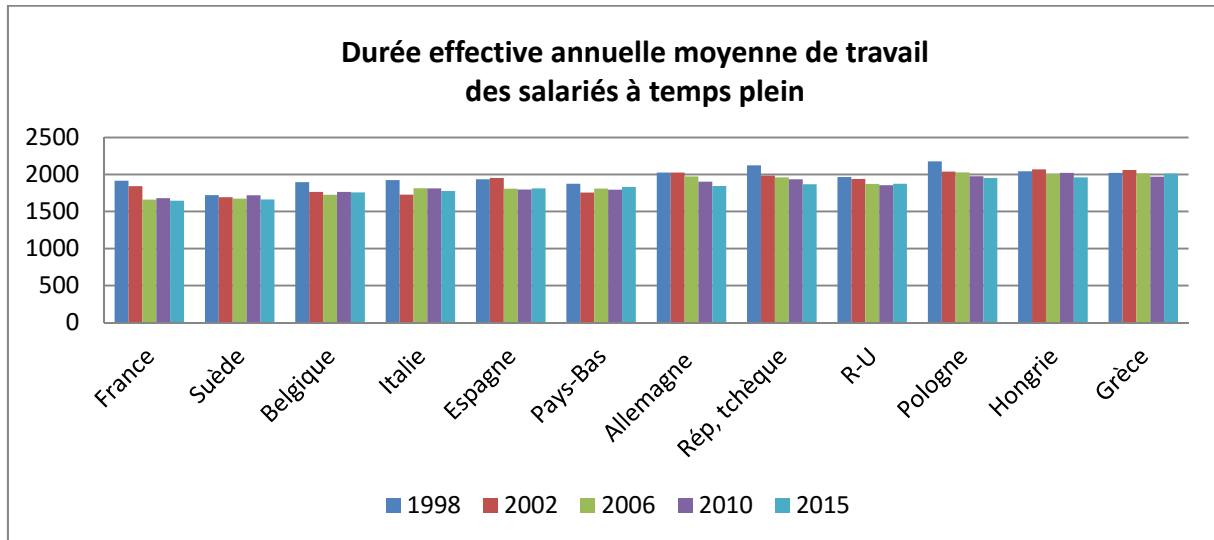
Le temps de travail a fortement baissé depuis 1998 et l'introduction des 35 heures. Il est ainsi passé tout salarié confondu de 1761 à 1521 soit une baisse de plus de 13 %. Sur la même période, seule l'Autriche a connu une réduction plus forte (-14 %). En ne retenant que les salariés à temps plein, la France est le pays qui a connu la plus forte contraction de son temps de travail, -14 % contre -9 % en Allemagne, -6 % en Espagne, -8 % en Italie, -5 % au Royaume-Uni.

La baisse du temps de travail effectif a concerné tous les secteurs d'activité. Elle a été de 67 heures de 2010 à 2015 dans l'agriculture, de 29 heures dans l'industrie, de 21 heures dans le secteur de la construction, de 37 heures dans le secteur des services marchands et non marchands. L'automatisation dans le secteur agricole et le développement de la multi-activité peuvent expliquer la chute du temps de travail. Celle-ci est la plus faible dans le secteur des services non-marchands (1569 heures pour une moyenne générale de 1646 heures).

Au niveau de la durée hebdomadaire individuelle, le temps de travail est en France de 39 heures contre 40,5 en Allemagne. Si la France a plus congés, l'Allemagne enregistre plus d'heures de congés en maladie et de congés maternité/paternité. En France, la durée des congés et RTT est de 7 semaines contre 3,9 en Allemagne. Les jours fériés représentent 0,8 semaine en France contre 0,4 en Allemagne.



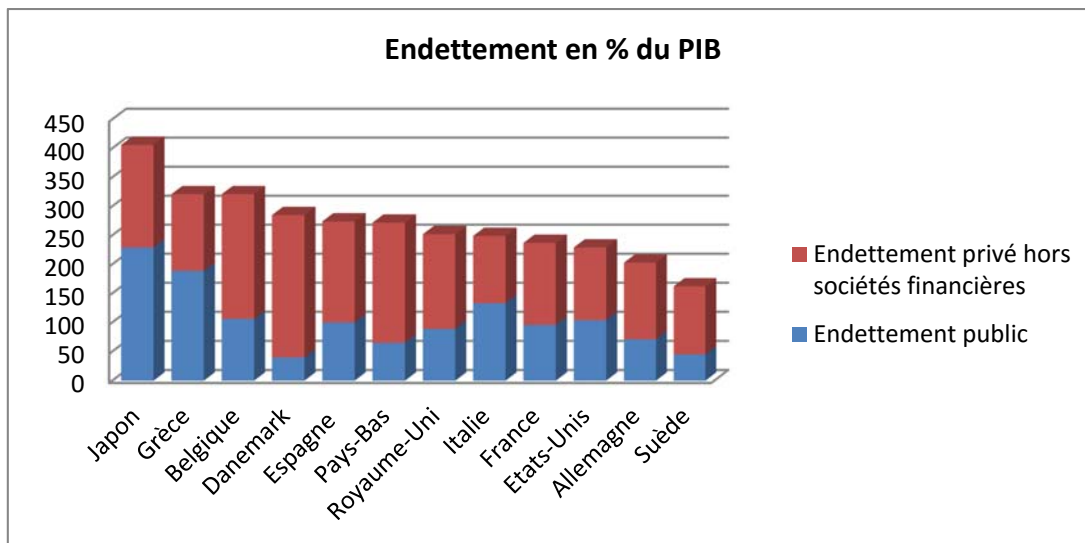
Les non-salariés à temps complet travaillent, en France, 2 335 heures soit 42 % de plus que les salariés. La France est le pays qui connaît l'écart le plus important en la matière (il est de 26 % en Allemagne, de 21 % pour l'Italie et de 8 % pour le Royaume-Uni). Seuls les non-salariés belges, autrichiens, et grecs travaillent plus que les Français.



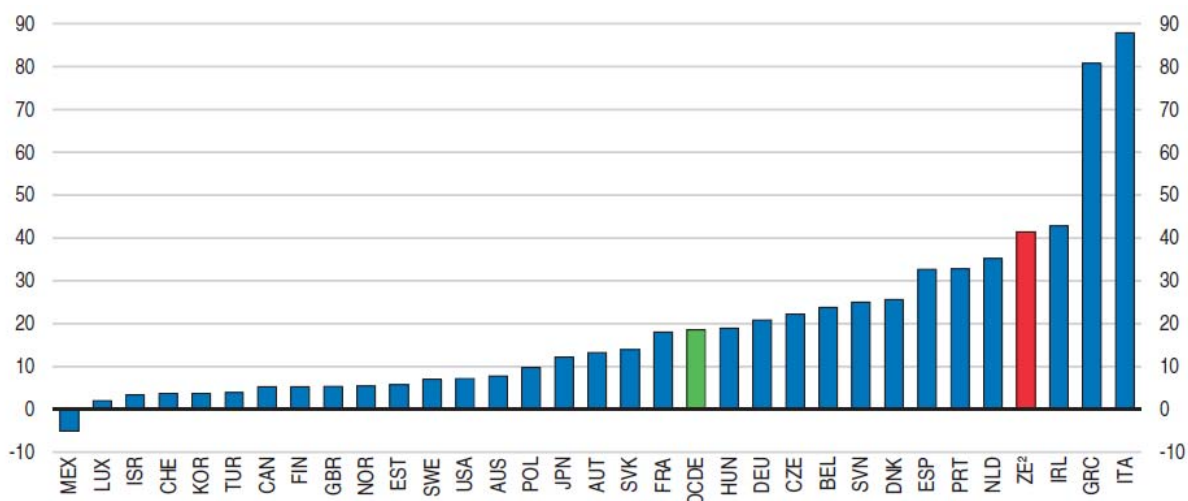
### Quand le privé s'endette

L'endettement n'est pas qu'une question d'Etats. Les agents privés se sont, dans les années 90/2000, fortement endettés. Aux Etats-Unis, ce sont les emprunts immobiliers qui ont été à l'origine de la crise financière de 2008. Si en Espagne ou aux Etats-Unis, cet endettement s'est fortement contracté après la crise, il demeure très important aux Pays-Bas, au Danemark et au Japon. En Italie, en Irlande ou en Grèce, les banques portent, par ailleurs, un volume important de créances considérées comme douteuses.

Il était jusqu'alors admis qu'un endettement public important était inconciliable avec un endettement privé également de forte taille. C'est le cas au Japon mais aussi en Grèce ou en Italie. Or, plusieurs pays prouvent que les deux peuvent cohabiter. Logiquement, par effet d'éviction, les ménages privés sont censés financer les déficits publics en réduisant leurs investissements et leur endettement. Jusqu'à la crise financière, les Etats ont pu trouver des financements extérieurs assez facilement ; le relais a été pris, depuis, par les banques centrales. Au Japon, le fort taux d'épargne permet l'augmentation de front des deux types d'endettement avec néanmoins une réduction de l'investissement.



**Créances douteuses et litigieuses (nets des provisions)  
rapportés aux fonds propres**  
En pourcentage des fonds propres, T4 2015



**Le Partenariat transatlantique, un « pont trop loin » ?**

Barack Obama souhaiterait conclure positivement les négociations commerciales engagées entre les Etats-Unis et l'Union européenne en juillet 2013 afin d'aboutir à la ratification du Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (PTCI) également connu sous les sigles TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) ou TAFTA (Trans-Atlantic Free Trade Agreement). Le compte à rebours est lancé sachant que son mandat s'achève à la fin de l'année. Compte tenu des réserves de l'opinion publique, européenne mais aussi américaine, il est en l'état difficile d'avoir une vision claire sur le calendrier de la conclusion de cet accord et de sa ratification.

Barack Obama après avoir conclu un traité commercial avec les pays d'Asie aimerait partir de la Maison Blanche en ayant également réglé les relations avec l'Europe. Le TPP ou Trans-Pacific Partnership a été conclu entre douze pays (Etats-Unis, Brunei, Chili, Nouvelle-Zélande, Singapour, Australie, Pérou, Vietnam, Malaisie, Mexique, Canada, Japon) en février 2016. Il n'a pas été encore été ratifié par le Congrès américain.

Sur le papier, le traité transatlantique comporte de nombreux avantages. Il a pour objectif de faciliter les échanges entre deux blocs commerciaux majeurs. Il permettrait de renforcer le poids des pays concernés face à la montée en puissance des pays émergents. Il devrait générer de nouveaux débouchés commerciaux et des gains de productivité supplémentaires.

Le traité aborde tout à la fois les droits de douane, les normes et la résolution des conflits. Il prévoit notamment une simplification dans le processus de validation des normes.

En l'état actuel des négociations, les droits de douane seraient supprimés sur 97 % des lignes tarifaires. En revanche, la question des lignes tarifaires agricoles et les dispositifs de coopération réglementaire n'est pas réglée. L'accès des entreprises européennes aux marchés publics américains est également un sujet sensible. Les Etats-Unis sont, sur ce sujet, plus protectionnistes que les Européens.

### **Des oppositions de plus en plus nombreuses**

En Europe, les opinions publiques sont opposées voire très opposées à ce projet de traité. Par exemple, seuls 17 % des Allemands y seraient favorables. Aux Etats-Unis, la tentation protectionniste se renforce nettement. Aux Etats-Unis, Hillary Clinton, candidate du parti démocrate à la présidence a ainsi exprimé des réserves à l'encontre du Partenariat Trans-Pacifique (TPP) quand Donald Trump, candidat républicain, y est fermement opposé. Ces prises de positions pourraient s'appliquer au projet de traité transatlantique.

La proximité d'élections majeures dans plusieurs pays, Etats-Unis, France, Espagne, Allemagne... rend compliquée l'adoption d'un tel traité. En France, François Hollande a indiqué qu'il pourrait s'y opposer même si, en vertu du traité de Lisbonne, la négociation des traités commerciaux est une compétence exclusive de la Commission de Bruxelles.

Pour éviter un blocage durant toute l'année 2017, la Commission de Bruxelles et Washington pourraient être tentés d'accélérer les négociations au risque d'aboutir à un texte bâclé. L'autre risque est l'enlisement de ce traité qui pourrait pourtant créer un déclic économique de part et d'autre de l'Atlantique.

## LE COIN DES TENDANCES

### Les seniors, les nouvelles stars du marketing

La France compte 15 millions de retraités. En 2040, ils seront 25 millions. En 1980, ils n'étaient que 5 millions. Chaque année, 700 000 nouveaux ex-baby-boomers liquident leurs droits à la retraite. Aujourd'hui, cette catégorie de la population est incontournable pour les marques son pouvoir d'achat est supérieur à la moyenne de la population.

La communication à destination des seniors demeure encore très classique voire caricaturale. Il y a une volonté de gommer les effets de l'âge en présentant des retraités aux cheveux blancs heureux. Il n'est pas certain que les messages, les publicités atteignent leur cible d'autant plus que les nouveaux retraités ne se considèrent plus comme des vieux tout en étant conscients qu'ils n'ont plus 20 ans.

Les annonceurs de manière un peu facile exploitent le filon de la liberté, de la maîtrise de son destin issu de mai 68 pour coller leurs messages. Il n'est pas évident que cela soit très efficace en matière de retombées.

Dans tous les secteurs d'activité, les départements marketing font évoluer leurs pratiques en exploitant les nouvelles technologies et en jouant sur le collaboratif. Les jeunes retraités qui disposent de temps et dont le taux de connexion à Internet est identique à la moyenne de la population sont des acteurs importants des plateformes collaboratives et des réseaux sociaux.

Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, des nombreuses marques se positionnent sur ce créneau en incitant les seniors à développer leurs liens sociaux. Elles les invitent à être des référents, à diffuser des informations et à animer des cercles clients.

Aux Etats-Unis les marques de cosmétiques osent désormais former les seniors à acquérir de nouveaux gestes (conduite, maquillage, séduction...). Elles sont, pourrait-on dire, dans une posture d'accompagnement plus que de séduction comme en France.

Les marques s'adressent de façon de plus en plus directe aux seniors, sur un mode optimiste et très pragmatique. Le laboratoire pharmaceutique Pfizer a, par exemple, lancé un programme de contenu collaboratif avec les seniors : le programme « Get Old® - Dans Vieillir, il y a Vie® ». Cette plateforme a pour mission de donner des conseils personnalisés aux seniors en leur montrant que l'on peut vieillir plus longtemps en maintenant un niveau élevé d'activités. Les seniors sont invités à partager du contenu sous forme de témoignages.

La compagnie d'assurance américaine Prudential a créé un site Internet baptisé « Day One Stories » sur lequel sont mises en scène des histoires vécues par ses clients le jour de leur départ à la retraite, le but est de les accompagner et de les rassurer, de leur montrer qu'il y a de nombreuses façons de préparer le départ à la retraite .

L'objectif est de donner une image à la marque de proximité et d'écoute. Le géant américain Amazon a quant à lui créé une boutique en ligne qui s'appelle "50+, active and healthy living", entièrement dédiée aux seniors qui propose une très large gamme de produits adaptés au vieillissement.

Cette pratique est assez répandue aux Etats-Unis car les entreprises jouent un rôle plus important qu'en France dans l'éducation et l'information qu'en France. Elles suppléent l'absence de l'Etat ou des régimes sociaux.

Au Japon, du fait d'un vieillissement plus avancé, les marques ciblent de plus en plus les plus de 70 ans. Beaucoup d'actions sont menées pour les aider à prolonger leur autonomie, via la robotique en particulier. Les messages associent souvent le conseil et le jeu. Les Japonais étant joueurs, l'incitation provient de la possibilité de gagner des réductions en cas de comportements vertueux. Les assistants robotisés se vendent bien car ils ressemblent à des machines à jeux de casinos... Au Japon, il y a un nombre croissant de salles de sport pour seniors avec la mise en place de programmes recommandés par les compagnies d'assurances.

### **La pollution tue !**

Selon une récente étude de l'OCDE, la pollution de l'air extérieur pourrait, chaque année, provoquer, à l'échelle mondiale, entre 6 à 9 millions de décès prématurés d'ici 2060 contre 3 millions en 2010.

En 2060, sans prise de mesures adéquates, les coûts annuels des soins de santé liés à la pollution atmosphérique atteindraient 176 milliards de dollars contre 21 milliards de dollars en 2015 ; le nombre de jours de travail perdus pour cause de maladie liée à la pollution de l'air passerait de 1,2 milliard à 3,7 milliards.

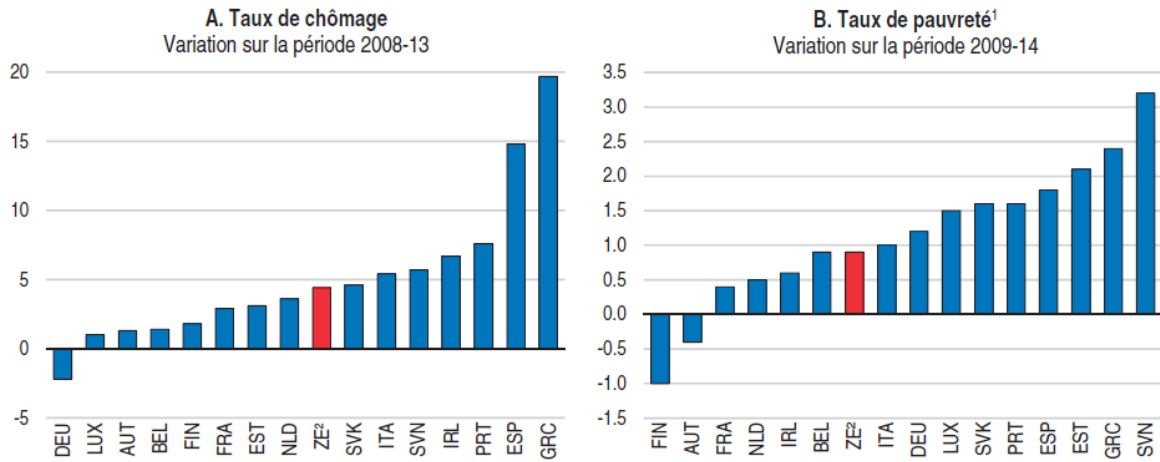
Les plus fortes hausses de la mortalité liée à la pollution de l'air sont prévues en Inde, en Chine, en Corée et dans des pays d'Asie centrale comme l'Ouzbékistan, où la croissance démographique et la congestion des zones urbaines feront qu'un plus grand nombre de personnes seront exposées aux émissions des centrales électriques et aux gaz d'échappement. Selon les prévisions, les taux de décès prématurés iraient jusqu'à tripler entre 2010 et 2060 en Chine et seraient multipliés par quatre en Inde. Les taux de mortalité se stabiliseraient en revanche aux États-Unis et baisseraient dans la plupart des pays d'Europe occidentale, grâce en partie aux efforts déployés pour passer à des sources d'énergie et des modes de transport plus propres.

## **LE COIN DU GRAPHIQUE DE LA SEMAINE**

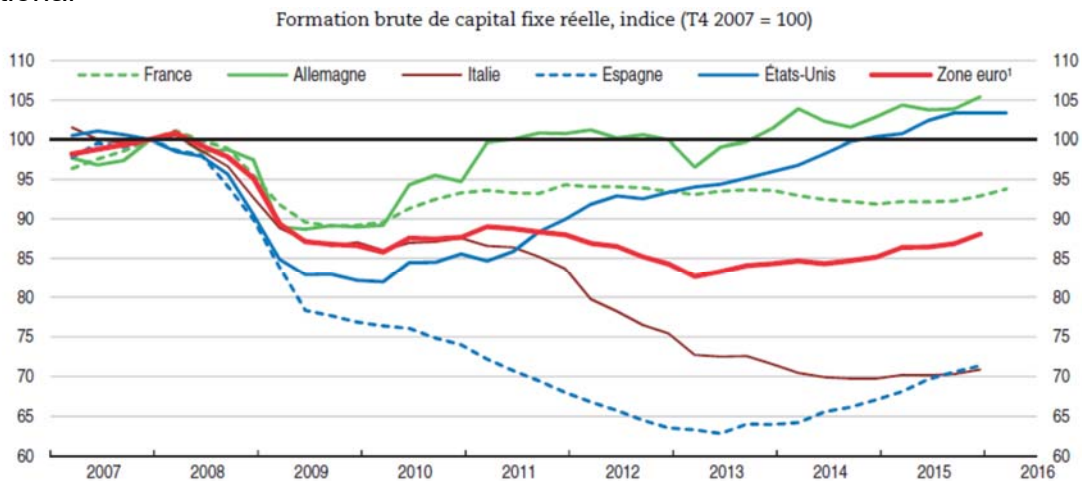
### **L'Europe n'a pas encore effacé 2008**

Huit ans après la grande dépression, l'Europe est loin d'avoir pansé toutes ses plaies. Si depuis le début de l'année, le PIB de la zone euro a dépassé son niveau d'avant crise, il n'en est pas de même pour le chômage, la pauvreté ou l'investissement. Au niveau du chômage, seule l'Allemagne a aujourd'hui un taux de chômage inférieur à

celui de 2007. La crise a eu tendance à accroître les inégalités au sein des Etats membres du fait de la montée du chômage et de la création d'emplois non qualifiés en lieu et place d'emplois qualifiés.



Le taux de pauvreté correspond à la part de la population dont le revenu disponible (corrige de la taille des familles) est inférieur à 60 % du revenu disponible médian national



1. Pays de la zone euro qui sont également membres de l'OCDE (15 pays).  
Source : OCDE (2016). Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections (base de données).

## AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

### Dimanche 19 juin

Au **Japon**, seront **connus les résultats de la balance commerciale** du mois de mai. Les exportations pourraient avoir diminué de 10 %, les importations étant également en baisse de 13 %.

### Lundi 20 juin

En **Allemagne**, sera **publié l'indice des prix à la production**. Le **rapport mensuel de la Bundesbank** sera rendu public.

### Mardi 21 juin

Au **Japon**, il faudra **suivre l'indice de la production des secteurs industriels**.

Les **indices « PMI manufacturier »** de juin seront connus pour **l'Allemagne, la zone euro et les Etats-Unis**. Pour la zone euro, les indices PMI seraient globalement stables.

L'**indice « PMI des services »** de juin sera publié pour **la zone euro et les Etats-Unis**.

L'**indice « PMI composite »** de juin sera connu pour **la zone euro et les Etats-Unis**.

En **Allemagne**, il faudra regarder **l'enquête « ZEW –sentiment économique » et « situation courante »** du mois de juin. L'**enquête « ZEW – situation courante »** de juin sera publiée pour **la zone euro**.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **l'indice Rebook** de juin.

### Mercredi 22 juin

La **BCE** se réunira mais n'abordera pas la question des taux.

Pour **la zone euro**, il faudra **suivre l'indice de confiance des consommateurs** pour le mois de juin.

Aux **Etats-Unis**, seront publiées **les ventes de maisons existantes** pour le mois de mai ainsi que **l'indice des prix des maisons** du mois d'avril. Un recul des ventes de maison est attendu.

### **Jeudi 23 juin**

Au **Royaume-Uni**, sera très attendu **le référendum sur le maintien ou la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne**.

Pour la **France**, seront publiés **les indices « PMI-manufacturier », l'indice « PMI des services » et l'indice « PMI composite »** pour le mois de juin. Ces indices seraient stables à légèrement en baisse.

Toujours pour la **France**, il faudra regarder **les enquêtes de conjoncture de l'Insee** de juin.

L'**indice « PMI-manufacturier »** du mois de juin sera communiqué pour le **Japon**.

L'**indice « PMI-composite » et l'indice « PMI des services »** du mois de juin seront rendus publics pour l'**Allemagne**.

**Les indicateurs avancés** de mai des **Etats-Unis** seront publiés. Toujours aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **les ventes de maisons neuves** de mai.

### **Vendredi 24 juin**

En **Allemagne**, il faudra regarder **les indices IFO « estimation courante », « climat des affaires » et « perspectives »** du mois de juin.

En **France**, seront communiqués **les résultats détaillés du PIB du 1<sup>er</sup> trimestre**. Seront également publiés **les résultats du chômage** du mois de mai.

Il sera intéressant de regarder **la revue de Moody's sur la note souveraine grecque**.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **le décompte des forages pétroliers US Baker Hughes**.

### **Dimanche 26 juin**

En **Espagne**, se dérouleront **les élections législatives**.



**La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata**

**Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson**

**Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.**

**Sites Internet : [www.lorelo.fr](http://www.lorelo.fr)**

#### **Pour tout contact et correspondance**

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

**Abonnement : à adresser à [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)**

**Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre**

**Un lecteur : 750 euros TTC**

**De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC**

**Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement**

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

#### **Adresse de facturation**

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

-----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

#### **Mode de paiement**

**Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA**

**Virement bancaire**

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC